

Bilan de la situation inflationniste en Argentine (en mai 2011)

Alors que la France connaîtra en juin 2011 une inflation frôlant les 2%, que le gouvernement brésilien s'inquiète quant à la hausse de l'inflation - qui devrait atteindre les 5,9% annuel en 2011, les Argentins, quant à eux, font face à une inflation de 30% en moyenne depuis début 2010. Les Argentins sont certes préoccupés par leur baisse de pouvoir d'achat mais dénoncent en particulier la situation illusoire qu'entretient leur gouvernement. En effet, alors que les prix ont doublé depuis 2002, le gouvernement argentin refuse de reconnaître officiellement l'inflation. Le discours actuel du Ministre de l'Économie argentin, Amado Boudou, n'a pas évolué depuis le 24 mars 2010 : il déclarait à ce moment que « *todo país que crece tiene una tensión en los precios y esto no es necesariamente inflación* »¹.

Comment le pouvoir argentin parvient-il à entretenir cette illusion ? Pourquoi a-t-il fait le choix de politiques économiques niant le problème inflationniste? Dans quelle mesure la dissimulation de l'inflation limite-t-elle ou aggrave-t-elle celle-ci? Pourquoi les institutions publiques ne contredisent-elles pas le discours du pouvoir exécutif? Y'a-t-il réellement une alternative viable à l'immobilisme? Telles sont les quelques interrogations majeures qui permettront de mieux comprendre le phénomène inflationniste argentin actuel, un des plus accentué dans le monde selon l'Institut International des Finances.

1. Bilan actuel de l'inflation : 9% VS. 30%

L'INDEC² (l'équivalent de l'INSEE français) annonce un taux d'inflation de 9%. C'est le taux d'inflation que le gouvernement se limite à reconnaître officiellement. En mars 2011, le Secrétaire du Commerce, Guillermo Moreno, a sanctionné financièrement trois firmes d'audit³ indépendantes pour avoir publié les vrais chiffres de l'inflation. En outre, les chiffres de l'inflation depuis l'année 2008 inclus ont été supprimés du site de l'INDEC. Depuis 1995, un décret⁴ toujours en vigueur interdit la publication des bilans comptables indexés sur l'inflation. Ce décret s'applique malgré l'article 62 du Code de commerce argentin qui stipule que les bilans comptables doivent être exprimés en monnaie constante, c'est-à-dire, en termes réels. Autrement dit, il est difficile de trouver des sources fiables, tant publiques que privées, publiant le taux d'inflation à l'échelle nationale.

L'étude ci-dessous permet de comparer le taux d'inflation divulgué par l'INDEC, par la Province de San Luis (taux d'inflation dans la Province uniquement), par un think tank (Inflación Verdadera) d'économistes argentins, ainsi que les anticipations moyennes du taux d'inflation mesurées par l'Université Di Tella (cf. annexe 1).

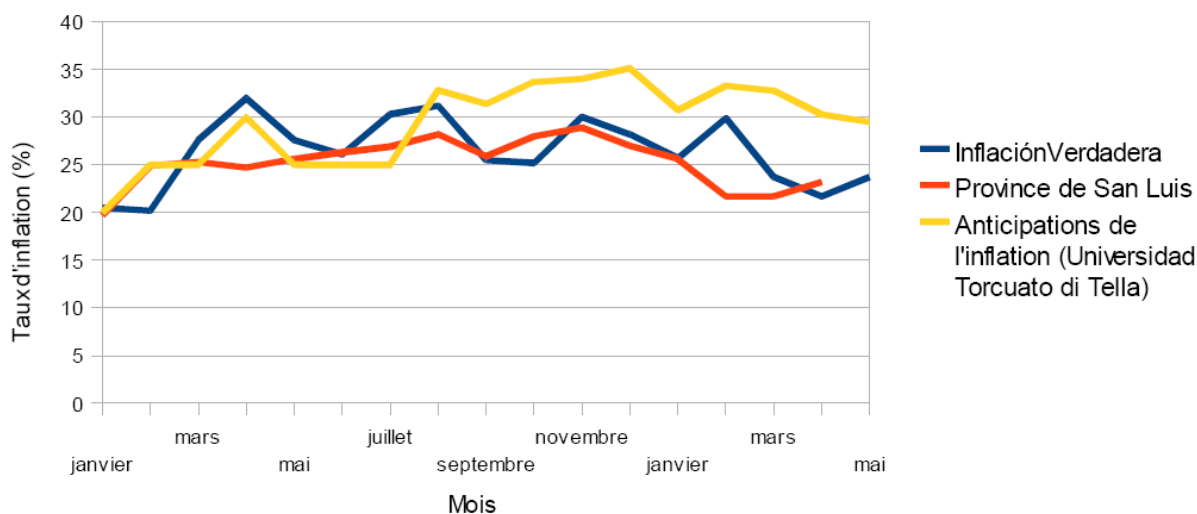
1 «Tout pays en pleine croissance connaît des tensions dans les prix et ceci n'est pas nécessairement synonyme d'inflation. »

2 Institut National des Statistiques et des Recensements

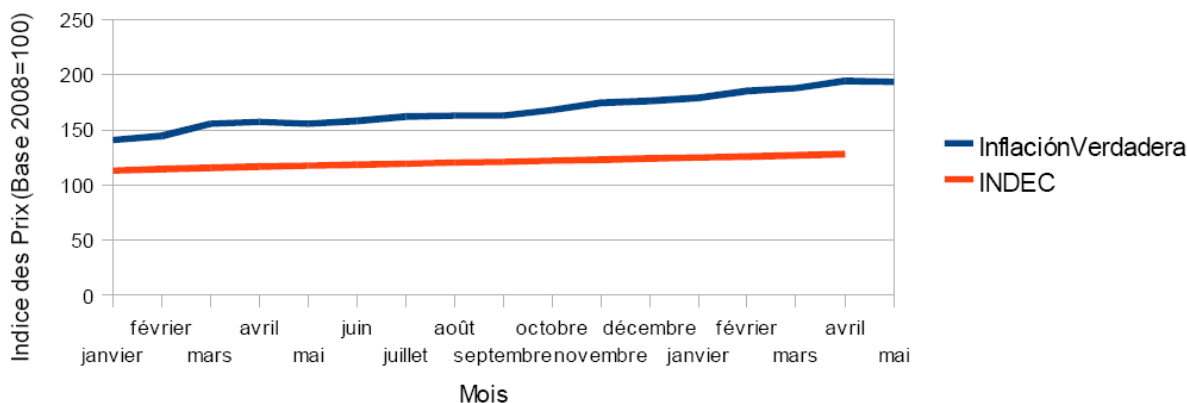
3 Les cabinets Finsoport, Estudio Bein et Ferreres y Asociados furent sanctionnés d'une amende de 500.000 pesos chacune, soit environ 185.000 euros.

4 Le décret N°316/9515/08/1995 fut promulgué sous la présidence de Carlos Menem, récemment réélu en mai 1995.

Inflation en Argentine et anticipations du taux d'inflation
(Janvier 2010 - Mai 2010)



Indice des prix en Argentine
Janvier 2010 - Mai 2011



Par ailleurs, une analyse rapide du [budget national](#) trimestriel de fin 2010 permet de mettre le doigt sur une nette augmentation des ressources allouées aux services sociaux (environ 30% par an). Une des causes de cette augmentation consiste en la hausse des subventions (forcées de suivre l'inflation réelle pour maintenir l'illusion de la stabilité des prix) alloués par le gouvernement aux services publics et à la population.

2. Les choix du pouvoir exécutif : illusion, croissance & dette extérieure VS. aveu & risque de l'hyperinflation

La thématique de l'inflation contraint le gouvernement à affronter plusieurs dilemmes quant au choix des politiques économiques. Jusqu'à présent, il semble avoir renoncé à faire marche arrière : les politiques choisies ont aggravé l'inflation, alimentant l'illusion de « richesse » et de stabilité monétaire dans laquelle vivent les Argentins.

- le gouvernement a fait le choix d'appliquer des [politiques macro-économiques expansionnistes](#) stimulant la croissance, et particulièrement la demande, au détriment de la stabilisation des prix.
- le gouvernement a décidé de maintenir le taux de change à 4 pesos le dollar. Une dévaluation du

- peso comporte le risque de provoquer une fuite de capitaux.
- le gouvernement a pris le parti de maintenir les politiques de subventions aux services publics (transports, énergie, etc...) : abandonner ou minimiser cette politique ferait augmenter les prix des transports (donc l'inflation), contraignant le gouvernement à augmenter les subventions ou les abandonner complètement.
 - le gouvernement a opté pour le [remboursement de la dette extérieure](#), malgré le fait d'avoir à faire fonctionner la planche à billets. En effet, la Banque Centrale doit émettre des billets (pesos) pour pouvoir acheter des dollars. Elle soutient qu'elle retirerait la monnaie mise en circulation à cet effet en émettant des titres de dette. Or, l'achat de [17.000 millions US\\$](#) (en accumulé depuis 2001) a généré une expansion monétaire de plus de 16 milliards de pesos. En décembre 2010, il a fallu émettre tant de [nouveaux billets de 100 pesos](#) (la Banque Centrale ayant écarté l'option de montant plus important afin d'éviter d'émettre des signaux d'inflation) que l'État argentin s'est tourné vers son voisin brésilien pour imprimer les billets.

En outre, les taux d'épargne étant très bas (le taux nominal annuel étant de 9% alors que l'inflation dépasse les 30%), les taux d'intérêts réels sont négatifs, incitant moins l'épargne que la consommation. Or une hausse de la demande, alors que l'offre stagne, génère de l'inflation.

3. Le prix des choix gouvernementaux : l'isolement et l'incertitude économique & la pauvreté aux aguets

Mais existe-t-il une solution à cette situation inflationniste récurrente en Argentine? Pourquoi le pouvoir, sous les Kirchner, s'est-il montré (et continue à l'être) si réticent à dévoiler les vrais chiffres de l'inflation?

Sans s'avancer sur les raisons politiques et électorales qui seraient trop sujettes à controverse, l'on peut néanmoins avancer deux raisons majeures d'ordre économique pour lesquelles les Kirchner prirent la décision, début 2007⁵, de cacher l'inflation. Premièrement, ne pas reconnaître l'inflation officiellement permet de diminuer le poids de la dette extérieure (qui se rembourse en dollars américains). Reconnaître l'inflation ferait dévaluer le peso et ferait monter en flèche le taux de change peso-dollar. Mais il semblerait que les économies réalisées (en maintenant le taux de change fixe avec le dollar) soient inférieures au [coût financier que représente l'impossibilité d'accès à certains marchés](#) (la politique mensongère du gouvernement inspire de la méfiance auprès des autres États comme auprès des investisseurs). Sans perspective de nouveaux débouchés extérieurs ou sans nouveaux investissements étrangers, il devient dangereux de miser sur une reprise de la croissance au détriment de l'inflation. La première risquerait de ne pas compenser la dernière.

Deuxièmement, le gouvernement craint que reconnaître l'inflation risquerait d'auto-générer de l'inflation : si les agents économiques ont conscience de l'inflation, ils indexeront les salaires ou les loyers⁶, par exemple, sur l'inflation. En effet, plane dans les esprits le spectre d'une crise hyperinflationniste (cf. annexe 4), à l'image de celle de 2001. Dans quelle mesure la dissimulation de l'inflation est-elle efficace? D'une part, le mensonge, en générant un sentiment de méfiance et d'incertitude quant à l'avenir économique, a créé un environnement où [fournisseurs et producteurs](#), faute de pouvoir s'appuyer sur des données de prix fiables, augmentent les prix selon leur bon vouloir. D'autre part, la dissimulation permet de contrôler dans une certaine mesure la concrétisation des attentes inflationnistes. Seuls les travailleurs représentés par les syndicats⁷ parviennent, par le biais des négociations salariales annuelles, à réajuster leurs salaires – le

5 Cristina Kirchner fit intervenir le Secrétaire du Commerce Intérieur de l'époque, Guillermo Moreno, au sein de l'INDEC, l'institut national des statistiques et des recensements. Ce dernier fut chargé de contrôler les données utilisées pour élaborer les statistiques de l'INDEC. La directrice de 2007 du département des calculs des prix, en désaccord avec l'ingérence du gouvernement au sein de l'institut, fut destituée de son poste. Les directeurs l'ayant suivi sont réputés (selon les sources journalistiques en opposition avec le gouvernement : La Nación, Clarín, [El Diario](#)) faire partie de l'entourage politique de Moreno.

6 Il est interdit d'indexer les loyers sur l'inflation en Argentine mais par voies informelles, les propriétaires négocient les contrats de location de sorte à se protéger des effets de l'inflation.

7 Par exemple, les syndicats des [employés bancaires](#) obtinrent en mai 2011, après un mois de grève, une augmentation de salaire de 29%, fixant jusqu'à la fin de l'année le salaire minimum des employés bancaires à 5800

reste de la population n'a d'autre choix que de perdre en pouvoir d'achat. Sans chiffres officiels, les argentins anticipent déjà une inflation d'environ 25% tous les ans depuis quelques années, selon les études mensuelles réalisées par l'Université Torcuato di Tella (cf. annexe 1).

Sans tomber dans le cynisme, force est de constater que la politique illusionniste profite aux syndicats. Pouvoir et réussite en mains, les syndicats ont vu leur rôle revalorisé. Convaincus de leur nouvelle légitimité, les syndicats de toutes branches se sont montrés de plus en plus exigeants depuis 2010, introduisant une rupture dans les relations plutôt harmonieuses qu'ils maintenaient avec le gouvernement jusqu'alors. Le [conflit entre Hugo Moyano](#), Secrétaire Général de la CGT, et Cristina Kirchner est en l'illustration la plus notoire.

Mais les hausses salariales, accordées, soit par le biais des syndicats, soit par certaines entreprises, ne permet pourtant pas de mettre fin, même à court-terme, au problème de la perte du pouvoir d'achat. En effet, l'État n'a pas encore modifié (ni émis l'intention) le mode de prélèvement des impôts sur les revenus. En effet, nier l'inflation, revient à ignorer la baisse du pouvoir d'achat des foyers; et l'État continue à prélever un impôt sur le revenu nominal et non réel, autrement dit un impôt sur le revenu plus important que ce qu'il ne devrait. En conséquence, les [hausse de salaires](#) qu'attribuent les entreprises afin de compenser les effets de l'inflation font sortir de nombreux argentins de la catégorie salariale⁸ permettant d'être exempté d'impôt sur le revenu (ils seraient environ un tiers dans ce cas⁹). Désormais sujets à l'impôt, les hausses salariales sont taxées de telle sorte que l'effet réel d'une hausse de salaire (permettant d'indexer le salaire sur l'inflation) représente un quart uniquement de la hausse nominale (pour un foyer composé de quatre personnes produisant un revenu de 7500\$: cf. annexe 2). Le gouvernement n'a pas encore envisagé de modifier les montants délimitant les catégories salariales.

4. L'immobilisme des institutions publiques

Si la pauvreté menace alors une si grande partie de la population, pourquoi les institutions publiques ne dénoncent-elles pas d'une même voix la politique illusionniste du gouvernement? Pourquoi le pouvoir exécutif ne connaît-il aucun contrepoids à ses mensonges?

Le **pouvoir judiciaire** a été la première institution étatique à émettre une opinion sur la politique « mensongère » du gouvernement. Pour la première fois, le 3 juillet 2009¹⁰, la **Cour Suprême argentine** a déclaré inconstitutionnelle, en vertu du droit de propriété, l'imposition sur les revenus calculée à partir de bilans comptables qui ne seraient pas exprimés en monnaie constante. Autrement dit, la Cour Suprême a reconnu la nécessité [d'indexer sur l'inflation](#) l'information comptable. Mais la portée de cet arrêt est bien faible puisque ce dernier ne trouve d'application qu'au seul cas particulier de Candy (partie accusatoire).

L'on peut se demander pourquoi les autres institutions publiques n'ont pas profité de cette opportunité pour s'aligner sur le pouvoir judiciaire. Lors d'un entretien réalisé le 1er juin 2011, le Dr Luis Sánchez Brot, président de La Commission des études scientifiques et techniques¹¹ de la **Fédération**

pesos.

8 Par exemple, un individu célibataire être sujet à l'impôt sur le revenu à partir d'un salaire de 4015 pesos.

9 Ils seraient environ un tiers à être exemptés d'impôts. Selon le CEDLAS, le salaire moyen par capita du 3ème décile de la population argentine est de 3904 pesos, celui du 4ème décile s'élève à 5108 pesos et celui du 5ème décile à 6352 pesos (somme du deuxième semestre 2009 et du premier semestre 2010; dernières informations disponible pour 31 centres urbains les plus grands du pays; et pour un taux de change 1dollar = 0,25 pesos). Un célibataire est exempté de l'impôt sur le revenu pour un salaire en-dessous des [4015 pesos](#); un individu marié avec deux enfants est exempté en-dessous des 5553 pesos. Sachant qu'il faudrait connaître la composition exacte du foyer de chaque individu afin de faire correspondre la quota exacte d'exemption à l'impôt, on peut néanmoins estimer que, en fonction des données ci-dessus, que le régime d'imposition actuel affecterait potentiellement un tiers des employés (susceptibles de recevoir une augmentation salariale). Ceci représente 8,3 millions d'argentins vivant en zone urbaine (selon les sources de l'INDEC), soit environ 255000 foyers en zone urbaine.

10 C.Sup., 866. XLII. 03/07/2009, "Candy S.A. c/ AFIP": "*Las políticas fiscales no pueden provocar un efecto confiscatorio sobre el derecho de propiedad de los contribuyentes.* " Dans cette affaire, Candy a porté plainte contre la AFIP (l'équivalent du Fisc) revendiquant que les 35% d'impôts sur les revenus représentait en réalité 62% d'impôts faute de pouvoir actualiser la valeur des actifs de l'entreprise, ce qui diminue la valeur des recettes.

11 La Commission des études scientifiques et techniques de la FACPSE est responsable de la rédaction des normes comptables en Argentine. Néanmoins, au sein de la FACPSE, elle ne possède pas le pouvoir de décision pour

Argentine des Conseils Professionnels de Sciences Économiques (FACPSE), témoigne des obstacles institutionnels et organisationnels expliquant l'immobilisme des acteurs publics face à la situation. La Commission des études scientifiques et techniques de la FACPSE reconnaît à l'unanimité que le pays se trouve dans une situation d'instabilité monétaire. En conséquence, elle reconnaît la nécessité de ré-exprimer les bilans comptables afin que l'information comptable soit véridique. Malgré de nombreux rapports et discussions plus informelles échangés avec la Direction de la FACPSE, cette dernière se refuse à extérioriser les recommandations de la Commission. En effet, la peur des représailles (à la fois politiques et économiques) est grande. Les présidents des **Conseils Professionnels** sont susceptibles de subir des pressions de la part du gouvernement (en autres, être invité à démissionner, sort subit par l'ex-président de la **Banque Centrale**). En outre, le Dr Sánchez Brot explique que la rédaction par le gouvernement d'un « décret-sanction » rendant facultatif la légalisation des documents comptables constitue une réaction particulièrement redoutée au sein de la Fédération. Un tel décret supprimerait la source plus importante des ressources économiques des Conseils Professionnels. C'est pourquoi, la Direction, chargée de protéger les Conseils Professionnels, ne prend pas le risque de contredire sa fonction première.

Si les acteurs publics n'ont aucune incitation à dénoncer l'illusion de la stabilité monétaire, les acteurs privés accédant à l'information économique réelle et possédant un certain pouvoir de dénonciation - tels que les **commissaires aux comptes et les actionnaires** au sein des entreprises - restent également muets. Ces derniers¹², ne se plaignant pas de l'illégalité des bilans, voient leur responsabilité limitée par plusieurs décrets (inconstitutionnels selon le Dr Sánchez Brot) émis par le gouvernement (le premier en 1995) interdisant plus ou moins clairement la ré-expression de l'information comptable (cf. annexe 3).

5. Conclusion : une solution au problème inflationniste?

Pour le Dr Sánchez Brot, la dissimulation de l'inflation représente finalement un moindre mal si elle peut limiter, du moins à moyen terme, la spirale inflationniste. La seule alternative de court-terme serait, selon lui, d'adopter, comme en 2002, une nouvelle loi de convertibilité temporaire qui permettrait de congeler les prix pendant deux ou trois ans, durant lesquels il serait envisageable de procéder à quelques réajustements économiques susceptibles de réduire progressivement l'inflation. En ce sens, il partage, de par sa modération, l'avis du Président actuel de la Banque Centrale. Ce dernier prône la mise en place d'un système flexible destiné à fixer des objectifs d'inflation de telle sorte à progressivement la diminuer sans avoir à mettre en place des ajustements macro-économiques de grande ampleur.

Le problème majeur que pose l'inflation n'est pas tant de savoir dans quelle mesure elle doit être reconnue officiellement mais plutôt de savoir dans quelle mesure les classes moyenne-basse et ouvrières en pâtissent quotidiennement. En effet, privées de la représentation syndicale (pour la plupart des employés à bas revenus), privées alors de la voix pour réclamer à l'État un réajustement de leurs salaires, oubliées alors, faute d'attention médiatique, des consciences du reste de la population, l'inflation habilement dissimulée plongent les classes les plus modestes dans une situation non seulement illusoire mais peu porteuse d'espoir quant à la possibilité de reconnaître et de faire reculer la pauvreté - chaque jour plus menaçante. Les bas-revenus savent que le jour où le gouvernement mettra fin aux subventions, faute de trouver les ressources nécessaires pour combler le déficit qui se creuse avec l'inflation, ils seront les premiers à faire les frais de cette dernière. Le problème inflationniste argentin n'est qu'un dilemme dépourvu d'issues prometteuses: dénoncer l'illusion et risquer de reproduire la crise hyperinflationniste de 2001 ou se laisser bercer par l'illusion, se résoudre à l'immobilisme, pour subir la dégradation des conditions de vie.

imposer les nouvelles normes dans le pays. La Direction de la FACSE (composée par les présidents des Conseils Professionnels – un par province – élu par les entreprises inscrites au sein de ces derniers) est seule détentrice de ce pouvoir politique.

¹² Les commissaires aux comptes au sein des SA et des SRL sont chargés, selon l'article 294 de la Loi des Sociétés Commerciales, de contrôler la véracité des bilans comptables.

ANNEXES

1. Taux d'inflation en Argentine

Le taux d'inflation publié par l'INDEC, institution chargée des statistiques nationales, source officielle, correspond au taux d'inflation du Grand Buenos Aires, soit la capitale et ses banlieues (assez représentative de la moyenne nationale).

Le taux d'inflation de la Province de San Luis (en dessous de la moyenne nationale) est mesuré par le gouvernement de la Province de San Luis. Peu nombreux sont les gouvernements des provinces qui publient de l'information fiable sur l'inflation.

L'Université Torcuato di Tella réalise des enquêtes à l'échelle nationales destinées à déterminer quel taux d'inflation anticipe la population argentine.

Taux d'inflation en Argentine (calculé à partir du panier de biens basique) – Janvier 2010-Mai 2011

	Inflación Verdadera	Inflation dans la Province de San Luis	Anticipations du taux d'inflation Universidad Torcuato di Tella	
Taux d'inflation en 2010			Taux d'inflation médian anticipé	Taux d'inflation moyen anticipé
janvier	20,5	19,7	30,7	20,0
février	20,2	24,9	31,1	25,0
mars	27,6	25,3	31,8	25,0
avril	32	24,7	32,4	30,0
mai	27,6	25,6	30,2	25,0
juin	26,1	26,3	32,5	25,0
juillet	30,3	26,9	32,5	25,0
août	31,2	28,2	25,0	32,8
septembre	25,5	25,9	25,0	31,4
octobre	25,2	28	30,0	33,7
novembre	30	28,9	30,0	34,0
décembre	28,2	27	30,0	35,1
Taux d'inflation en 2011				
janvier	25,7	25,6	25,0	30,7
février	29,9	21,7	30,0	33,3
mars	23,7	21,7	25,0	32,8
avril	21,7	23,2	25,0	30,3
mai	23,7		25,0	29,5

Indice des prix en Argentine – base 2008=100

	Inflación Verdadera	INDEC
Taux d'inflation en 2010		
	140,5	112,85
janvier	144,4	114,25
février	155,3	115,56
mars	157,2	116,52
avril	155,3	117,39
mai	158	118,25
juin	161,9	119,2
juillet	162,7	120,08
août	162,7	120,95
septembre	167,7	121,97
octobre	174,3	122,86
novembre	176,1	123,89
décembre		
Taux d'inflation en 2011		
janvier	178,9	124,79
février	185,1	125,71
mars	187,8	126,77
avril	194,1	127,83
mai	193,4	

Année	Taux d'inflation
2003	4%
2006	12%
2007	20%

2. L'effet de l'impôt sur le revenu nominal (tel qu'appliqué en Argentine) sur les augmentations de salaires accordées pour compenser la baisse du pouvoir d'achat causée par l'inflation

L'effet réel de l'imposition nominale sur une augmentation de salaire

	Pour un salaire de \$7500	Pour une augmentation de 30% du salaire
Salaire net des contributions (7500*13)	97500	126750
<u>Déductions personnelles</u>	-72200	-72200
Salaire net imposable	25300	54550
Impôt sur le revenu (IIGG)	3306,71	9846,28
Quota effective de l'IIGG	13,07	18,05
<u>Salaire net (des impôts)</u>	94193,29	116903,73
Augmentation effective du salaire après l'impact tributaire		25,02%

3. L'évolution des normes en matière de reconnaissance de l'inflation dans les bilans comptables

Date	Norme légale	Contenu
1er avril 1991	<u>Loi 25.561 de « Emergencia pública »</u>	Déroge l'article 10 de la <u>loi 23.928 de convertibilité</u> publiée le 28 mars 1991. Ambiguïté ¹³ quant au droit de réexprimer les bilans comptables en monnaie constante.
15 Août 1995	<u>Décret N°316/95</u> ¹⁴	Interdit la publication des bilans comptables indexés sur l'inflation.
29 mars 1996	Résolution 140 (dérogé depuis) de la FACPCE ¹⁵ modifie la <u>RT6</u> (dont la 2 ^{ème} partie énonçait la réexpression des bilans comptables en monnaie constante.)	Permet l'ajustement des bilans comptables de 8%.
2 mai 2002		La FACPSE déclare le pays dans un contexte d'instabilité monétaire.
16 Juillet 2002	<u>Décret N°1269/02</u> ¹⁶	Précise ¹⁷ que les bilans comptables doivent être réexprimés en monnaie constante, conformément à l'article 62 du Code de Commerce.
Mars 2003	Décret N°664/03	Interdit la publication des bilans comptables indexés sur l'inflation.

13 La loi 25.561 de « Emergencia Pública » prohibe l'indexation de « las deudas, impuestos, precios o tarifas de los bienes, obras o servicios, (...) pero no se refiere al ajuste de la moneda homogénea de la info contenida en los Estados Contables en su totalidad. »

14 Cf. page 2, colonne 2 du Bulletin Officiel du 22 août 1995.

15 Fédération Argentine des Conseils Professionnels de Sciences Économiques, institution responsable de la rédaction des normes comptables en Argentine.

16 Cf. page 2, colonne 2 du Bulletin Officiel du 17 juillet 2002.

17 L'article 2 du décret N°1269 fait rajouter à l'article 10 de la loi 25.561 de « Emergencia Pública », « La indicada derogación no comprende a los estados contables, respecto de los cuales continuará siendo de aplicación lo preceptuado en el artículo 62 in fine de la Ley N° 19.550 de Sociedades Comerciales (t.o. 1984) y sus modificatorias. »

4. L'histoire des crises économiques hyperinflationnistes en Argentine pendant les 40 dernières années

Domingo Cavallo, ancien Ministre de l'Economie sous Carlos Menem, dresse, dans un [article](#) publié dans la Nación, une chronologie de l'histoire économique argentine permettant de justifier la crainte d'une prochaine crise si le gouvernement se refuse de s'atteler au problème inflationniste. Pour Cavallo, l'Argentine se trouve depuis deux ans dans une période de "estanflation": une inflation importante depuis le dernier semestre de 2008 sans perspective de croissance de long-terme. La récupération économique de 2010 (une croissance d'environn 5%) combinée à une hausse de l'inflation fait craindre à Carvallo une nouvelle crise puisque le pays se trouverait dans la même situation économique que 1977-80 et 1985-86.

Période 1975-88	État de l'économie
1975-76	Récession
1977-80	Récupération
1981-84	Récession
1985-86	Récupération
1987-88	Récession

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources journalistiques

Bullrich, Lucrecia. *Cristina y Moyano: ¿grieta o precipicio?* La Nación. 13/05/2011. 30/05/2011. <http://www.lanacion.com.ar/1372791-cristina-y-moyano-grieta-o-precipicio>

Castilla, Juliana. *Argentina sanciona a consultoras económicas por dato inflación*. Reuters Argentina. 11/03/2011. 01/06/2011. <http://ar.reuters.com/article/topNews/idARN1112881220110311>

Kaneguiser, Martín. *Advierten sobre el peligro de la inflación y el atraso cambiario*. La Nación. 27/05/2010. 30/05/2011.

Corral, Sofia. *Cuando un aumento no es una buena noticia*. La Nación. 23/05/2010. 30/05/2011. <http://www.lanacion.com.ar/1267625-cuando-un-aumento-no-es-una-buena-noticia>

La Argentina tendría la inflación más alta. La Nación. 02/06/2011. 03/06/2011. <http://www.lanacion.com.ar/1378153-la-argentina-tendria-la-inflacion-mas-alta>

Las reservas ya están en US\$ 17.000 millones. La Nación. 09/06/2004. 01/06/2011. <http://www.lanacion.com.ar/608753-las-reservas-ya-estan-en-us-17000-millones>

Mercado proyecta PIB menor e inflação maior em 2011. Exame. 23/03/2011. 01/06/2011. <http://exame.abril.com.br/economia/brasil/noticias/mercado-projeta-pib-menor-e-inflacao-maior-em-2011>

Newbery, Charles. *Inflation, an Old Scourge, Plagues Argentina Again*. New York Times. 05/02/2011. 30/05/2011. http://www.nytimes.com/2011/02/06/world/americas/06argentina.html?_r=2&pagewanted=2

Pinedo, Federico. *La inflación conspirativa*. La Nación. 30/11/2007. 01/06/2011. <http://www.lanacion.com.ar/966732-la-inflacion-conspirativa>

Stang, Silvia. *Crece el impacto de Ganancias en los salarios de empleados*. 21/12/2009. 01/06/2011. <http://www.lanacion.com.ar/1214105-crece-el-impacto-de-ganancias-en-los-salarios-de-empleados>

Ventura, Adrián. *La Corte avaló el ajuste por inflación*. La Nación. 05/07/2009. 30/05/2011. <http://www.lanacion.com.ar/1147166-la-corte-avalo-el-ajuste-por-inflacion>

2. Sources de données statistiques

Deuda externa acumulada (% del INB). Banco Mundial, Flujos Mundiales de Financiamiento para el Desarrollo. 2011. 01/06/2011. <http://datos.bancomundial.org/indicador/DT.DOD.DECT.GN.ZS/countries/AR?display=graph>

Encuestas de hogares – surveys_LAC_2011_marzo. SEDLAC (CEDLAS & The World Bank). Mars 2011. 01/06/2011. <http://sedlac.econo.unlp.edu.ar/esp/estadisticas-detalle.php?idE=15>

Ingreso por cápita familiar – Income LAC 2011_marzo. SEDLAC (CEDLAS & The World Bank). Mars 2011. 01/06/2011. <http://sedlac.econo.unlp.edu.ar/esp/estadisticas-detalle.php?idE=13>

Note de conjoncture, mars 2011. En France, l'activité accélérerait au premier trimestre 2011. INSEE. 03/2011. 01/06/2011. http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=vueensemble.htm#inter6

Los Precios Hoy. Inflación Verdadera - The Billion Prices Project @ MIT. 08/06/2011. 01/06/2011.

Ingrid BERNARD – 09 Juin 2011

<http://www.inflacionverdadera.com/>

Presupuesto de la Administración Nacional – Acumulado en el Cuarto Trimestre 2010, p.3&7. Subsecretaria de Presupuesto - Oficina Nacional de Presupuesto - Dirección de Evaluación Presupuestaria.. 2010. 01/06/2011. http://www.mecon.gov.ar/onp/html/fisica_presupuesto/2010/4ertrim10.pdf

3. Sources vidéo

Boudou: "Hay tensión en los precios, pero no es necesariamente inflación". Youtube. 25/03/2010. 01/06/2011. http://www.youtube.com/watch?v=t_uACvG3etQ